



▼ PUBLICITE

fnac.com

Aujourd'hui de 8h à minuit

VENTE Flash

cliquez ici !

Reportage

La formule miracle du professeur Wade

LE MONDE | 05.03.07 | 15h20 • Mis à jour le 05.03.07 | 15h20
 DAKAR ENVOYÉ SPÉCIAL

Le président du Sénégal a inventé une formule magique. Avant même sa réélection par 55,86 % des voix, proclamée jeudi 1^{er} mars, Abdoulaye Wade s'est souvenu qu'il avait été mathématicien et prof. Il a donc concocté une équation qu'il a baptisée "la formule qui vaut son pesant de pétrole : $(Pt - 29) Qt = St$ ".



Il l'explique avec gourmandise aux profanes qui l'entourent dans son bureau du palais, en ce mois de janvier. Il dégage ses bras de son bouabou immaculé, comme le ferait un professeur d'université en tenue d'apparat, et énonce : "Pt, c'est le prix de référence du baril de pétrole en dollars aux Etats-Unis durant l'année t. Ensuite, 29, c'est le cours moyen en dollars du baril en 2003. Qt, c'est le nombre de barils de pétrole extraits du sol africain. St, c'est le surprofit réalisé par les pays pétroliers africains et les compagnies pétrolières qui opèrent en Afrique du fait d'un prix d'oligopole."

Pour les ignares qui n'auraient pas saisi la démonstration, il ajoute : "Cette formule permet de calculer ma surcharge à moi, celle que font peser sur le Sénégal, pays sans pétrole, les redevances injustifiées que perçoivent les compagnies et les pays pétroliers. Il faut bien que quelqu'un prenne en charge ce surprofit dont nous faisons les frais, nous, pays non pétrolier !"

Le président a fait tourner sa calculette. Il estime à 235 milliards de dollars (178 milliards d'euros) le surprofit généré entre 2004 et 2006, quand le prix du baril a bondi de 40 à plus de 70 dollars. Non que ce libéral grand teint remette en cause la légitimité des profits et des rentes pétrolières, mais, dit-il, "il est indécent de tirer un tel

profit de pays aussi pauvres que les nôtres".

M. Wade invite - par voie de presse ou par Internet - les pays frères chanceux et les majors opulentes à partager le gros "gâteau" qu'il a ainsi identifié. Pourquoi ne pas faire part à trois ? Un tiers pour les pays africains producteurs de pétrole (PAPP), en plus des rentes déjà perçues ; un tiers pour les compagnies pétrolières, en plus de leur profit normal ; un tiers pour les pays africains non producteurs de pétrole (PANP) qui ont été ponctionnés par les deux précédents.

"DIFFICILEMENT APPLICABLE"

On mettrait la rente récupérée au profit des PANP sous forme de dons dans un "Fonds pétrolier de lutte contre la pauvreté" géré de façon paritaire par les donateurs et les receveurs avec l'assistance de la Banque mondiale. "Je n'ai rencontré aucune opposition de principe à la "formule Wade", se réjouit le président sénégalais. L'ONG britannique Oxfam a même offert 300 000 dollars aux chercheurs qui souhaiteraient l'améliorer". CQFD.

Dans sa tentative pour répartir plus équitablement la manne pétrolière, M. Wade a été suivi de diverses manières. Hugo Chavez, le président vénézuélien, vend son pétrole aux Etats pauvres des Caraïbes à prix d'amis et Ségolène Royal, candidate socialiste à l'Elysée, voudrait taxer les 12,6 milliards d'euros de bénéfices réalisés en 2006 par Total pour développer transports collectifs et énergies alternatives.

La "formule Wade" est même approuvée par des experts. Mais avec de sérieux bémols. "Je suis d'accord sur le principe, déclare Jean-Marie Chevalier, directeur du Centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières à l'université Paris-Dauphine. Quand on sait que le coût d'extraction du pétrole est à 7 dollars le baril et que celui-ci est vendu à 60 dollars, il existe une rente que je chiffre à 1 500 milliards de dollars, hors taxes et coûts. Peut-on en prélever quelque chose pour les pays en développement ? Oui, l'idée est généreuse, mais difficilement applicable car, entre les lois du marché et les rapports de forces politiques, on voit mal comment sera partagé ce gâteau..."

Oxfam est d'accord, mais prend ses distances. "Nous avons été approchés par le président Wade pour l'aider à mieux cerner l'impact de la hausse des prix du pétrole sur le développement économique et sur la pauvreté au Sénégal, dit Michel Anglade, responsable à Oxfam Sénégal. Nous envisageons une recherche sur ce sujet, mais nous ne nous prononcerons pas sur la "formule Wade", qui a le mérite d'ouvrir le débat."

Mouhammadou Mbodj, coordonnateur de Forum civil, section sénégalaise de Transparency International, voit dans "l'invention" de M. Wade un intérêt : "Elle rappelle que la périphérie du monde ne doit pas être oubliée par son centre. Mais pour que ce ne soit pas une vaine agitation médiatique, il faudrait que son idée soit partagée par les Sénégalais et par les autres pays d'Afrique. Elle ne peut être portée par un homme seul, ni même par un pays seul."

"PRENDRE EXEMPLE SUR LE MAROC"

Certains avis sont moins favorables. "La formule Wade est une mauvaise réponse à une bonne question, affirme Hubert des Longchamps, responsable des relations internationales chez Total. Elle ignore que le partage n'est pas à l'avantage des compagnies qui, tous investissements remboursés, reçoivent entre 10 % et 20 % de la rente pétrolière, alors que les pays hôtes en conservent 80 %."

Pour lui, il importerait plutôt de faire baisser les prix des hydrocarbures en augmentant l'offre grâce à un meilleur accès des compagnies aux réserves pétrolières, à un recours systématique aux énergies renouvelables et à une augmentation des capacités de stockage.

A l'Agence internationale de l'énergie, on a calculé que le surcoût de la facture pétrolière a été dix fois plus important que la réduction de la dette des pays pauvres décidée en 2005. C'est dire si l'on y est conscient du problème, mais on ne souscrit pas pour autant à l'idée de M. Wade.

"Je ne nie pas l'énorme problème du président sénégalais, analyse Claude Mandil, directeur exécutif de l'Agence, mais il serait bien inspiré de prendre exemple sur le Maroc qui a mis en place une politique exemplaire de maîtrise de l'énergie, notamment dans l'éclairage public, alors que le Sénégal n'en a aucune. Pour se dispenser de cet effort, trop de pays en développement nous disent qu'ils ne consomment pas d'énergie. C'est faux et cette croyance les pousse à subventionner les carburants ou l'électricité comme si c'était des produits de base. Ce qui donne un signal catastrophique aux consommateurs de ces pays parce que cela leur fait

croire que l'énergie est un bien gratuit. Sans oublier que ces subventions profitent d'abord aux riches."

"Si Abdoulaye Wade veut de l'argent, poursuit M. Mandil, qu'il en demande à la Banque mondiale ou à la Banque africaine de développement pour financer des économies d'énergie, par exemple le renouvellement d'un parc automobile ou de transports en commun vétustes et très gourmands en carburant !"

Le président sénégalais n'est pas contre. "Nous pourrions nous en servir pour financer la culture par les Sénégalais des végétaux nécessaires à la fabrication du biocarburant, répond-il à qui lui demande l'usage de l'argent récupéré. Nous pourrions même créer une "OPEP verte" des pays non producteurs de pétrole." M. Wade a plus d'une formule dans son sac.

Alain Faujas

Article paru dans l'édition du 06.03.07

Le Monde.fr

» A la une
» Le Desk
» Opinions

» Archives
» Forums
» Blogs

» Examens
» Culture
» Finances

» Météo
» Carnet
» Immobilier

» Emploi
» Shopping
» Nautisme

» Voyages
» Newsletters
» RSS

Le Monde

» Abonnez-vous au Monde à -50%
» Déjà abonné au journal
» Le journal en kiosque



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Conditions générales de vente | Qui sommes-nous ? | Aide